

Samedi 26 avril manifestons à Pau et à Bayonne

Imposons la fin des massacres et du génocide à Gaza

Soutien aux prisonniers politiques palestiniens

Sanctions contre Israël pour imposer le droit



Le 17 avril est la journée internationale de soutien aux prisonniers politiques palestiniens.

Il y a aujourd'hui de 9900 prisonniers politiques palestiniens en Israël, dont 400 enfants, sans compter

les milliers de personnes enlevées à Gaza et dont on reste sans nouvelle. Près de 3500 prisonniers sont en détention administrative, tous sont détenus au mépris du droit international. Les mauvais traitements, la torture, la privation de nourriture et d'eau, l'isolement, sont la pratique courante, encore aggravée depuis que le ministre d'extrême-droite Ben-Gvir a le secteur des prisons sous son autorité ministérielle. Il y a eu



plus de 16 000 arrestations depuis le 7 octobre 2023, et 63 prisonniers sont morts de mauvais traitements ou faute de soins. **La libération des prisonniers** a toujours été, dans l'histoire, le premier pas indispensable vers la paix, c'est l'exigence que nous portons.

A Gaza, la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël, le 18 mars, s'accompagne de bombardements visant toute la population, ciblant femmes, enfants, secouristes, journalistes. L'armée israélienne s'empare d'une bonne partie de ce minuscule territoire et morcèle le reste par des corridors militaires, tout en multipliant les ordres de déplacement d'une population déjà épuisée. **Pas un seul camion d'approvisionnement n'est entré à Gaza depuis**

le 2 mars. La faim, la soif, le manque de médicaments font des ravages, des milliers d'enfants voient leur développement compromis pour la vie. C'est un génocide, pointé comme plausible par la Cour Internationale de Justice et confirmé par les plus grandes organisations de défense des droits humains, qui se déroule sous les yeux du monde entier qui laisse faire.

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la population est assiégée, déplacée de force, menacée par les colons et l'armée israélienne.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce la guerre génocidaire menée par l'Etat israélien contre le peuple palestinien. Ce sont des décennies d'une impunité totale de l'Etat d'Israël, alors qu'il viole en permanence le droit international, qui nous ont menés à cette situation. Nous demandons qu'il soit mis fin à cette impunité et que des sanctions soient prises tant que l'Etat d'Israël ne se conforme pas au droit international.



Le président de la République s'est rendu en Égypte, à proximité de la Bande de Gaza. Son discours a évolué, il dénonce le blocage de l'aide humanitaire et réclame le cessez-le-feu, mais ses paroles, qui ne sont accompagnées d'aucun acte ni d'aucune sanction, sont simplement ignorées par le gouvernement israélien. Il annonce que la France pourrait reconnaître l'Etat de Palestine en juin, tout en assortissant cette possibilité de conditions peu crédibles dans un « en même temps » inacceptable.

**Le Collectif Départemental pour une paix juste et durable
entre Palestiniens et Israéliens exige :**

- **l'arrêt des massacres et de la guerre génocidaire en Palestine**, ainsi que le renoncement au plan Trump d'expulsion des Palestinien-nes de Gaza
- **un cessez-le-feu permanent à Gaza**
- **l'arrêt de l'annexion de la Cisjordanie** la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid
- **la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens**, et de toutes les personnes détenues par les groupes armés palestiniens, un soutien à la CPI et l'application sans réserve de ses décisions
- **la reconnaissance de l'État de Palestine** par la France dans le cadre du droit à l'autodétermination du peuple palestinien
- **le droit au retour des réfugiés palestiniens** (résolution 194 de l'ONU)
- **la fin de l'impunité de l'État d'Israël** et des sanctions y compris diplomatiques tant qu'il ne respecte pas le droit international
- **la construction d'un avenir de paix entre Palestiniens et Israéliens** fondé sur l'égalité des droits
- **Le respect de la liberté d'expression, de manifestation, de réunion**, en particulier en France, où la solidarité avec le peuple palestinien est constamment attaquée,



Gaza
stop au génocide
Cessez le feu immédiat
manifestations le samedi 26 avril
à 15 h devant la Préfecture de Pau
à 11h devant la Mairie de Bayonne



Organisations signataires : AFPS Pau, AFPS Sud-Landes/Pays Basque, ATTAC Pau, LDH 64, Mouvement de la Paix 64, MRAP 64, LP 64, UJFP 64, CGT 64, FSU 64, Solidaires 64, EELV Béarn, EELV Pays Basque, Ensemble ! Béarn, GDS 64, Génération.S Béarn, GES 64, GRS 64, Jeunes Insoumis Pau, LFI 64, Mouvement Jeunes Communistes 64, NPA Béarn, NPA Pays Basque, PCF 64, PCOF 64, POI 64.